

Fiscalité et coercition dans le monde islamique à l'époque pré-moderne (VII^e-XVI^e siècles)

Taxation and coercion in the Islamic world during the Pre-Modern period (7th-16th centuries)

Responsables et discutantes

- **Noémie Lucas** (University of Edinburg)
- **Eugénie Rébillard** (Ifpo, Beyrouth)

Intervenants

- **Noémie Lucas**
- **Eugénie Rébillard**
- **Arezou Azad** (Inalco)
- **Membourou Moimechame Clarck Junior** (Université de Strasbourg)
- **Élise Voguet** (IRHT, CNRS)

Résumé de l'atelier

Administration clef dès les premières décennies des conquêtes islamiques, l'administration fiscale, et l'impôt plus généralement, constitue un point d'entrée historique pluriel et particulièrement propice à des études sur la société et les dynamiques entre les contribuables et l'État – quelle que soit la définition qu'on lui donne. Dans l'introduction du volume *Ancient Taxation, The Mechanics of Extraction in Comparative Perspective*, qu'il édite avec Irene Soto Marin, Jonathan Valk liste les raisons permettant d'expliquer pourquoi les gens acceptaient de payer des impôts dans les sociétés politiques pré-modernes. Cette liste inclut l'idéologie, la coercition, la garantie de la stabilité et de la sécurité, l'inertie sociale, le respect de la loi et la force d'institutions.

Cet atelier se concentrera sur la coercition et explorera les dynamiques entre fiscalité et coercition. Nous considérerons un monde islamique étendu (de l'Afghanistan actuel jusqu'à l'Espagne), et privilégierons la diversité des points de vue géographique et chronologique dans une perspective diachronique. L'enjeu est par ailleurs de mobiliser une grande variété de sources narratives comme documentaires, afin de prendre la juste mesure du traitement de ces questions en fonction du matériel utilisé.

Deux moments clefs de la relation fiscalité/coercition seront particulièrement analysés.

- La coercition exercée au moment de la collecte de l'impôt.

Envisagé notamment comme un mode de prévention au non-paiement de l'impôt, nous pensons notamment aux formes de pression exercées par l'intimidation. La question de la mise en place de forces institutionnelles ou non-étatiques pour remplir cette tâche nous intéresse particulièrement. Une attention toute particulière sera donc prêtée dans cet atelier aux acteurs de l'administration fiscale et de la coercition, afin de mettre en lumière les collaborations et/ou compétitions entre forces de l'ordre et fonctionnaires fiscaux. Distingue-t-on une logique entre les types d'impôts et les types d'acteurs? Les degrés de coercition, notamment le recours à la contrainte physique, les types de contraintes et les échelles de peines, pourront par ailleurs être explorés. Dans ce cadre, nous nous intéressons également aux discours théoriques sur ces liens entre fiscalité et coercition.

- La coercition et l'usage de la force en réaction à une situation de non-paiement de l'impôt.

À l'inverse, ce deuxième axe de notre atelier considère la coercition comme une réponse à une situation de non-paiement de l'impôt, qu'il s'agisse d'un retard comme dans le cas des arriérés d'impôt, ou d'un refus, allant parfois de pair avec des révoltes qualifiées alors de fiscales. Il s'agira d'envisager quelle place et quelle forme prennent alors la coercition et l'usage de la force dans ces scénarios. Nous prendrons également en compte les éventuelles autres formes de réponses qui précèdent ou annoncent le recours à la coercition, comme la persuasion ou la négociation.

Fiscal administration, and taxation in general, was a key aspect of governance as early as the first decades of the Islamic conquests. It offers a multifaceted historical entry point, particularly suited to studies of society and the dynamics between taxpayers and the state—however one may define it. In the introduction to the volume *Ancient Taxation, The Mechanics of Extraction in Comparative Perspective*, which he co-edited with Irene Soto Marin, Jonathan Valk lists several reasons to explain why people in ancient polities would agree to pay taxes: ideology, coercion, the provision of stability and security, social inertia, and the influence of co-opted elements of the social order that enforced compliance, as well as provision of institutions. This workshop will focus on coercion and explore the dynamics between taxation and coercion. We will consider the Islamic empire in its entirety (from modern-day Afghanistan to Spain), emphasising geographical and chronological diversity from a diachronic perspective. Moreover, the aim is to draw on a wide variety of narrative and documentary sources to fully grasp how these issues were addressed depending on the materials used. Two key aspects of the relationship between taxation and coercion will be particularly examined.

- Coercion during the collection of taxes.

Seen primarily as a means to prevent non-payment of taxes, we are particularly interested in forms of pressure, such as intimidation. The role of institutional or non-state forces in fulfilling this task is of particular interest to us. This workshop will pay special attention to the actors involved in fiscal administration and coercion, to highlight collaborations and/or competitions between law enforcement and tax officials. Is there a discernible rationale linking different types of taxes with different actors? We also aim to explore the varying degrees of coercion, including the use of physical force, the types of constraints, and the scales of penalties. In this context, we are equally interested in theoretical discussions about the links between taxation and coercion.

- Coercion and the use of force in response to tax non-payment.

In contrast, the second focus of our workshop considers coercion as a response to tax non-payment, whether due to delays, such as tax arrears, or outright refusal, sometimes accompanied by revolts labelled as tax-related uprisings. We will examine the role and form that coercion and the use of force take in these scenarios. We will also consider other possible responses that precede or accompany coercion, such as persuasion or negotiation.

Programme

Noémie Lucas (University of Edinburgh)

Révoltes fiscales dans l'Égypte abbasside : Usage de la force et perception califale

Fiscal revolts in Abbasid Egypt: Use of force and caliphal perception

Eugénie Rébillard (Ifpo, Beyrouth)

Le bras armé du percepteur des impôts : À propos du rôle fiscal des ma'āwin et des ahdāt dans l'Irak et les provinces iraniennes

The armed arm of the tax collector: About the fiscal role of the ma'āwin and the ahdāt in Iraq and the western Iranian provinces

Arezou Azad (Inalco)

Taxation and fear in 12th-13th century Khurasan: The tax Collector's dilemma

La fiscalité et la peur dans le Khurasan des XI^e-XIII^e siècles: Le dilemme du collecteur d'impôts

Membourou Moimechame Clark Junior (Université de Strasbourg)

Coercition et perception des taxes illégales (mukūs) dans l'émirat de La Mecque au XIV^e siècle

Coercion and the collection of illegal taxes (mukūs) in the Meccan emirate in the 14th century

Élise Voguet (IRHT, CNRS)

Nomades et sédentaires du Touat : Comment s'organise l'autonomie politique et fiscale d'une région saharienne (XIV^e-XV^e siècle) ?

Nomads and sedentary people of Touat: How was the political and fiscal autonomy of a Saharan region organized (14th-15th century)?

Noémie Lucas

Révoltes fiscales dans l'Égypte abbasside: Usage de la force et perception califale

Pendant plus d'un siècle, l'histoire de l'Égypte abbasside (entre 750 et 860) fut marquée par une série de révoltes d'envergure variée, toutes présentées dans les sources narratives comme étant de nature fiscale ou ayant des causes fiscales. Pour l'État abbasside, dont les revenus fiscaux égyptiens étaient considérés comme la deuxième source de revenus de l'Empire, ces résistances représentaient un enjeu économique, politique et militaire de taille. Dans cette présentation, nous nous intéresserons à la manière dont ces soulèvements furent réprimés par les forces locales, régionales et/ou impériales. Cette exploration des forces en présence et des modalités de résolution de ces conflits, notamment par la force, permettra d'interroger les perceptions califales de ces événements.

Nous mettrons en particulier l'accent sur la diversité des points de vue narratifs concernant ces révoltes fiscales, en comparant les sources produites en Égypte avec celles issues d'autres régions, notamment l'Irak. Nous chercherons également à évaluer dans quelle mesure ces soulèvements, classés comme fiscaux, constituaient un refus de payer l'impôt, et, le cas échéant, à comprendre pourquoi.

For over a century, the history of Abbasid Egypt (750–860s) was punctuated by a series of uprisings of varying scales, consistently described in narrative sources as being rooted in fiscal grievances. These revolts posed significant economic, political, and military challenges for the Abbasid state, which relied heavily on Egypt's fiscal revenues—considered the second-largest source of income for the Empire. This presentation examines how these uprisings were suppressed by local, regional, and imperial forces, with a particular focus on the methods used to resolve these revolts—particularly through force. Through this analysis, we aim to explore caliphal perceptions of these events and the broader implications of their resolution.

We will emphasize the diversity of narrative perspectives, comparing sources produced in Egypt with those originating from other regions, especially Iraq. Finally, we will assess whether these so-called fiscal revolts reflected a refusal to pay taxes, and, if so, investigate the underlying motivations driving such resistance.

Eugénie Rébillard

Le bras armé du percepteur des impôts: À propos du rôle fiscal des ma'āwin et des ahdāt dans l'Irak et les provinces iraniennes

Cette contribution se propose de mettre en lumière le rôle peu connu des forces de police rurales (*ma'āwin* et *ahdāt*) dans la collecte des impôts dans les campagnes irakiennes et iraniennes occidentales à l'époque abbasside. Celles-ci interviennent en amont de la perception et participent également à la répression de ceux qui ne peuvent s'acquitter des impôts. Je m'appuierai sur deux documents manuscrits inédits, produits au cours de la seconde moitié du III^e-XI^e siècle, détaillant les missions de ces appareils policiers dans le domaine fiscal.

This contribution sets out to shed light on the little-known role of rural police forces (*ma'āwin* and *ahdāt*) in tax collection in rural Iraq and Western Iran in the Abbasid period. These intervened upstream of the collection and also participated in the repression of those who could not pay taxes. I will rely on two unpublished manuscript documents produced during the second half of the 3rd century–11th century detailing the missions of these police forces in the field of taxation.

Arezou Azad

Taxation and fear in 12th-13th century Khurasan: The tax Collector's dilemma

The history of medieval taxation in eastern Khurasan (modern-day Afghanistan) is often reduced to a narrative of two opposing forces: the tax collector, feared for his authority and harshness, and the taxpayer, burdened and oppressed by the demands of payment. But what if the tax collector himself was uneasy or even “terrorized” by the pressures imposed by the state? This perspective, argued by medieval historian Chris Wickham in the context of the Roman Empire, opens a new dimension to consider. In this paper, I will examine evidence from the 12th-13th century documentary record from Afghanistan to test the validity of the “terror of tax collection” thesis. Additionally, I will analyse prescriptive narrative sources that emphasize the moral obligations in tax collection and propose explanations for why these rituals endured despite significant structural challenges.

L'histoire de la fiscalité médiévale dans l'est du Khurasan (l'actuel Afghanistan) est souvent réduite à un récit opposant deux forces: le collecteur d'impôts, craint pour son autorité et sa sévérité, et le contribuable, accablé et oppressé par le poids des paiements. Mais que se passerait-il si le collecteur d'impôts lui-même se sentait mal à l'aise ou même « terrorisé » par les pressions exercées par l'État? Cette perspective, défendue par l'historien médiéval Chris Wickham dans le contexte de l'Empire romain, ouvre une nouvelle dimension d'analyse. Dans cette communication, j'examinerai les preuves tirées des archives documentaires du XII^e-XIII^e siècle en Afghanistan pour tester la validité de la thèse de la « terreur de la collecte des impôts ». En outre, j'analyserai les sources narratives prescriptives mettant en avant les impératifs moraux de la collecte des impôts et proposerai des explications sur les raisons pour lesquelles ces rituels ont perduré malgré de nombreux obstacles structurels.

Membourou Moimechme Clarck Junior

Coercition et perception des taxes illégales (mukūs) dans l'émirat de La Mecque au XIV^e siècle

Les auteurs mecquois du XV^e siècle, notamment al-Fāsī et les Banū Fahd, soulignent que l'expansion de l'émirat mecquois au-delà de la cité sainte était essentielle à sa survie matérielle. Les chérifs-émirs de la dynastie des Banū Qatāda, maîtres de La Mecque depuis le début du XIII^e siècle, avaient consolidé leurs politiques fiscales en s'adaptant aux dynamiques sociopolitiques et conflictuelles locales. Cette étude examine comment la perception des taxes illégales (*mukūs*) est devenue un instrument de pouvoir, révélant des pratiques coercitives multiscalaires exercées sur les pèlerins, les marchands et les populations locales, tandis que l'embargo de La Mecque servait de redoutable arme politico-économique pour les chérifs locaux.

Fifteenth-century Meccan authors, notably al-Fāsī and the Banū Fahd, emphasize that the expansion of the Meccan emirate beyond the holy city was essential for its material survival. The sharif-emirs of the Banū Qatāda dynasty, rulers of Mecca since the early 13th century, had strengthened their fiscal policies by adapting to local sociopolitical and conflictual dynamics. This study explores how the collection of illegal taxes (*mukūs*) evolved into a tool of power, revealing multiscalar coercive practices imposed on pilgrims, merchants, and local populations, while Mecca's embargo became a formidable politico-economic weapon for the local sharifs.

Élise Voguet

Nomades et sédentaires du Touat: Comment s'organise l'autonomie politique et fiscale d'une région saharienne (XIV^e-XV^e siècle)?

Malgré les velléités des pouvoirs du Maghreb à mettre la main sur le Touat, cette région saharienne se caractérise avant tout par une grande autonomie. Comme le mentionne Ibn Khaldūn, les gens s'y « tiennent éloignés du joug des lois (*al-ahkām*) et de l'avisement des impôts (*al-maghārim*) ». Comment s'organise, au niveau local, cette autonomie politique et fiscale? Quelles sont les relations des sultanats avec les populations touaties, qu'elles soient nomades ou sédentaires? Quels rapports ces populations entretiennent-elles pour gérer et mettre en valeur leurs territoires? Confronter les sources littéraires maghrébines aux jurisprudences sahariennes permet de remettre en question les seuls rapports de prédations et de soumission censés s'exercer au détriment des Oasiens.

Despite the attempts of the Maghreb powers to control the Touat, this Saharan region is characterized above all by a high degree of autonomy. As Ibn Khaldūn mentions, the populations there “stay away from submission to the laws (*al-ahkām*) and taxes (*al-maghārim*).” How was this political and fiscal autonomy organized at the local level? What were the relations of the sultanates with the Tuati populations, nomadic or sedentary? How did these populations manage and develop their territories? The comparison of Maghreb literary sources with Saharan jurisprudence allows us to question the only relationships of predation and submission that would be exercised to the detriment of the Oases.



THE UNIVERSITY
of EDINBURGH

